

Affaires courantes

les Postes et les rumeurs vont bon train. Les Canadiens sont de plus en plus confus à la suite de contradictions venant. . .

M. le Président: Le temps fuit, le député devrait poser sa question.

M. Taylor: Vu qu'il est question de privatisation, que Postes Canada a des emplacements privés et des lieux secrets. . .

Des voix: La question!

M. Taylor: Le ministre pourrait-il dissiper la confusion et les contradictions? Comment peut-il justifier tous ces secrets aux Postes? Qu'est-ce que Postes Canada cherche à cacher?

• (1500)

L'hon. Harvie Andre (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, je présume que le député parle du grand secret qui entoure le projet Paradigm dont il a été question à la page 24 du rapport annuel de Postes Canada l'an dernier.

Des voix: Quel secret!

M. Andre: L'an dernier, pour la première fois en 30 ans, la Société canadienne des postes a été rentable et, comme l'ont confirmé des vérificateurs indépendants, le service est meilleur. Nous devrions féliciter la direction de Postes Canada.

DEMANDE D'ENQUÊTE PUBLIQUE

M. Len Taylor (The Battlefords—Meadow Lake): Monsieur le Président, compte tenu des renseignements que j'ai communiqués à la Chambre aujourd'hui, comme l'ont fait d'autres députés, pourquoi le ministre responsable de Postes Canada dit-il que la loi suit son cours et que la Société canadienne des postes a été chargée d'enquêter sur les allégations? Pourquoi pas une enquête publique pour tirer l'affaire au clair? Pourquoi faut-il que la Société fasse enquête sur ses propres activités?

L'hon. Harvie Andre (ministre de l'Expansion industrielle régionale et ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie): Monsieur le Président, je sais qu'on a accusé un employé de demander de l'argent à des postulants, ce qui va certainement à l'encontre de la politique de Postes Canada et qui est peut-être une infraction à la

loi. Quoi qu'il en soit, on a fait enquête, l'employé a été suspendu et la police de Peel a été saisie du dossier.

D'après le député, nous devrions faire la chasse ouverte aux sorcières pendant l'enquête. Laissons la police enquêter et porter des accusations. Si la personne en cause est déclarée coupable, que la loi suive son cours.

Des voix: Bravo!

AFFAIRES COURANTES

[Français]

L'ASSOCIATION INTERPARLEMENTAIRE
CANADA-FRANCEPRÉSENTATION DU RAPPORT DE LA DÉLÉGATION
CANADIENNE À LA 21^E RÉUNION ANNUELLE

M. Jean-Guy Guilbault (Drummond): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre, dans les deux langues officielles, le rapport de la délégation parlementaire officielle qui a représenté le Canada à la 21^e réunion annuelle de l'Association interparlementaire Canada-France, qui s'est tenue à Ottawa, Vancouver et Victoria, du 16 au 23 avril 1989.

Dans le cadre de cette 21^e réunion annuelle de l'Association interparlementaire Canada-France, nous avons reçu 12 parlementaires français. Deux thèmes étaient à l'ordre du jour: la coopération économique interrégionale entre le Canada et la France et le Parlement et le processus de révision constitutionnelle. Il me fait plaisir de pouvoir vous mentionner que ces assises ont eu un grand succès.

* * *

[Traduction]

L'ASSOCIATION PARLEMENTAIRE CANADIENNE
DE L'OTANPRÉSENTATION DES DEUXIÈME ET TROISIÈME
RAPPORTS

M. Bob Hicks (Scarborough—Est): Monsieur le Président, j'ai oublié mes lunettes aujourd'hui, mais je pense que ce que j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui, dans les deux langues officielles, ce sont les deuxième et troisième rapports de l'Association parlementaire canadienne de l'OTAN. Merci.